

Dictatures exportées

"La plus grande démocratie du monde est aujourd'hui le plus grand exportateur de dictatures." En effet, en Amérique latine, plus de 80% des nations subissent actuellement des régimes autoritaires et cela -nul ne peut l'ignorer- sous l'influence prédominante des Etats-Unis. Si les autres nations démocratiques du monde (par exemple d'Europe) agissent moins spectaculairement, c'est seulement à cause d'une incapacité due à leur situation plus faible. Pour le vérifier, il n'est que de constater la contradiction permanente entre leur politique intérieure qui se veut fidèle aux idéaux démocratiques et leur politique extérieure qui n'hésite pas dès que elles le peuvent à favoriser les dictatures quand il s'agit de conserver ou de sauvegarder leur prépondérance(1).

Aux dictatures communistes de l'Europe de l'Est ou de la Chine, très monolithiques, avec parti unique, idéologie imposée, absence d'initiative, propagande contraignante, presse uniforme et régime policier, correspondent en Amérique latine des dictatures multiformes qui prennent visage tolérant, acceptant parfois la présence occasionnelle d'une certaine opposition électoraliste ou syndicaliste quitte à l'emprisonner par la suite, à la torturer et à la faire disparaître même..., ou bien se parent des masques de semi-dictatures en se grimant d'une coloration de liberté ou de sécurité, les basses besognes étant assurées par les organismes privés ou des polices parallèles qu'il est possible de désavouer officiellement....

De fait, ces dictatures ne sont pas idéologiques. Elles ne visent pas à soumettre les esprits mais à plier les volontés.

Un palmarès de répressions

Ces dictatures multiformes présentent parfois des aspects encore plus aigus que ceux que l'on peut connaître dans l'Europe de l'Est si l'on se réfère aux témoignages comme aux expériences recueillis au cours d'un séjour en Amérique latine et qui deviennent plus probant encore quand ceux-ci se trouvent -à une autre échelle- corroborés par le rapport d'octobre 1976 du groupe constitué par le Conseil économique et social de l'ONU. Ainsi le Chili semble perdre la première place qu'il détenait ces dernières années au profit de l'Argentine avec ses 1500 exécutions en 1976 et ses 50 dans les premiers six jours de janvier 1977. Dans certains pays, il est même, par exemple, inconcevable d'imaginer la publication d'un manifeste comme celui de la Charte 77 de Prague. La réaction en serait immédiate et capitale !

D'autres pays moins connus et surtout moins dénoncés côtoient d'une façon permanente la terreur. Entre 1970 et 1975, le Guatemala, par exemple, a connu plus de 15000 exécutions capitales d'opposants soit deux fois plus qu'en Argentine pour une population cinq fois moindre. Quant à l'Uruguay, il conserve la tête de file avec un prisonnier politique pour 500 habitants sans compter les continuelles pratiques de tortures et d'exécutions sommaires. Le Brésil, lui, gagne de plus en plus de terrain dans ce palmarès de répressions. Partout une loi inéluctable : la violence appelle toujours plus la violence ou au moins un raffinement de violence. Même si l'on observe un certain "déplacement". Il y a quelques années, la terreur sévissait beaucoup plus dans les pays les moins développés comme le Paraguay ou le Nicaragua,

aujourd'hui la répression est plus intense dans les pays de plus haut niveau comme le Chili, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay.... Et à cause de conditions particulièrement favorables (sous-développement, analphabétisation, isolement, atomisation) ces nations demeurent assez vulnérables à ce genre de régimes...

Dénationalisation militaire

Sans négliger ce rôle constant et prégnant joué par ce faisceau de relations étroitement établies entre les ambassades US, leurs militaires, la C.I.A. et certaines firmes privées ou multinationales, pour détruire, le moment venu, les démocraties en place comme par exemple, en 1964 au Brésil ou en 1973 au Chili, ou pour maintenir les dictatures en place, la stratégie des régimes totalitaires est assurée d'une manière décisive par les armées nationales. L'évolution des commandements militaires le confirme. Depuis plus de 25 ans maintenant, la majorité des officiers supérieurs fréquentent les écoles militaires des Etats-Unis. "Etatsunionisés", ils y rapportent goût, méthodes et idées et, surtout, y ont appris à donner la priorité à la lutte contre la subversion. On assiste donc progressivement à une dénationalisation militaire locale qui devient de plus en plus et uniquement un instrument au profit de la conquête du pouvoir ou de son maintien.

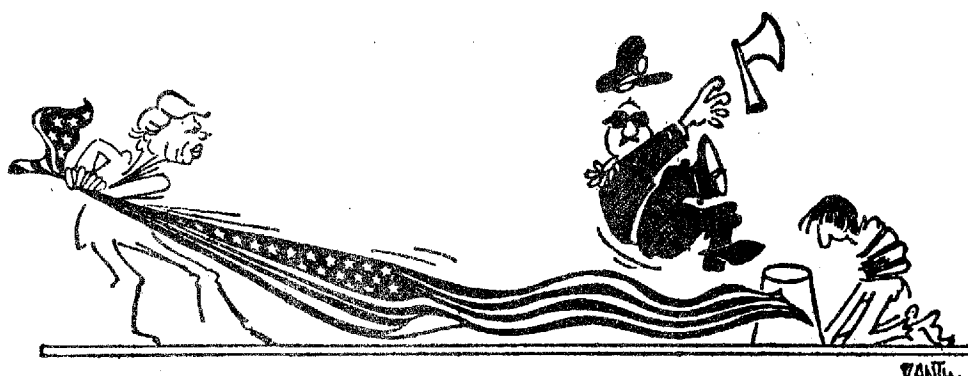
Ce lien vertical entre les armées locales et les Etats-Unis était autrefois assumé par un lien horizontal avec les pays européens qui - par les écoles militaires françaises, anglaises ou allemandes - renforçaient le sentiment nationale des officiers supérieurs et, de ce fait, contrecarraient les tentatives interventionistes du nord. Aujourd'hui le renversement de situation transforme tout le mécanisme en faisant jouer à l'armée - avec un développement orchestré de sentiment continental - le rôle le plus important : celui de véhicule des dictatures exportées. Un peu comme celui que jouent les partis communistes nationaux ou locaux dans l'Europe de l'Est.

Reste à savoir quelle carte le président Carter va abattre... (2).

La dictature ne combat pas la dictature même dans la différence. En invoquant plus ou moins subtilement le péril hégémonique du marxisme pour justifier l'établissement de régimes dictatoriaux totalitaires, Geisel au Brésil, Pinochet au Chili, Videla en Argentine.... se trompent de combat. La liberté n'est pas un luxe réservé aux riches.

Mais pour que tous ces peuples progressivement y accèdent dans un style propre à leur traditions souvent séculaires - malgré la contrainte des puissances financières - il faut sans doute le courage réaliste d'un rêve que la réalité armée ne peut désarmer.

(Correspondance particulière)



(Dessin de PLANTU.)

(1) cf. la France avec certains pays d'Afrique, la RFA avec le Brésil...

(2) En particulier la subordination de l'assistance US à la façon dont les pays respectent les droits de l'homme risque de modifier considérablement les rapports... cf. le dernier incident entre Washington et Brasilia datant du début de mars.